

A.P.E.I DE PERIGUEUX

1, Avenue Hélène Boucher

24750 BOULAZAC ISLE MANOIR

***LVDS* Audit**

Commissaires aux Comptes

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

SUR LES COMPTES ANNUELS

**EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2024**

A.P.E.I de PERIGUEUX
1 avenue Hélène Boucher
24750 – BOULAZAC ISLE MANOIR

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SAS LVDS AUDIT
Commissaires aux Comptes Associés
11, rue de la Fontaine Bleue - BP 10113
19103 BRIVE CEDEX
Téléphone : 05.55.18.08.08 - Mail : lvdsaudit@lvds.biz

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2024**

À l'Assemblée Générale de l'A.P.E.I de Périgueux,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'A.P.E.I de Périgueux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brive, le 12 juin 2025

Pour la SAS LVDS AUDIT,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'L. CREMOUX', with a long horizontal stroke extending to the right.

**Lucie CREMOUX,
Commissaire aux Comptes.**

Bilan Actif - APEI PERIGUEUX

Bilan Combiné - Actif arrêté au 31/12/2024				
Libellé	Brut	Amortist	Net	Net A-1
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	192 409	108 826	83 583	28 512
Autres immobilisations incorporelles	571 602	436 874	134 728	196 042
Immobilisations incorporelles en cours	25 678		25 678	
Immobilisations Corporelles				
Terrains	1 240 271	479 613	760 658	777 759
Constructions	36 911 134	22 877 494	14 033 640	13 854 168
Installations techniques, matériel et outilla	4 019 458	3 222 868	796 591	929 054
Autres immobilisations corporelles	4 472 347	3 645 268	827 079	790 717
Immobilisations corporelles en cours	4 462 307	36 285	4 426 022	3 156 689
Immobilisations Financières				
Créances rattachées à des participations	10		10	10
Autres titres immobilisés	985 430		985 430	984 686
Prêts				
Autres immobilisations financières	56 681		56 681	50 018
Total (I)	52 937 328	30 807 228	22 130 100	20 767 656
Comptes Liaisons (1)				
Total (II)				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Matières premières, approvisionnements	64 075		64 075	50 667
Autres approvisionnements	11 618		11 618	14 750
En cours de production de biens et servic				3 094
Produits intermédiaires et finis	13 296	3 969	9 327	5 648
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur com	92 189		92 189	104 674
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattaché	3 451 708	2 946	3 448 763	3 518 992
Autres créances	701 376		701 376	999 936
Valeurs mobilières de placement	12 300		12 300	12 300
Disponibilités	9 856 479		9 856 479	10 426 292
Charges constatées d'avance	132 975		132 975	125 732
Total (III)	14 336 017	6 915	14 329 102	15 262 084
Charges à répartir sur plusieurs exerci	184 577		184 577	201 573
Total (IV)	184 577		184 577	201 573
Primes de remboursement des obligati				
Total (V)				
Ecart de conversion (actif)				
Total (VI)				
Total Actif	67 457 921	30 814 143	36 643 778	36 231 313
(2) Dont à moins d'un an :			4 150 139	4 518 929
(2) Dont à plus d'un an :				

Bilan Passif - APEI PERIGUEUX

Bilan Combiné - Passif arrêté au 31/12/2024		
Libellé	Net	Net A-1
Fonds Propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 542 543	2 542 543
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Dons et legs		
Subventions d'investissement		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	7 396 710	6 947 198
Réserve de compensation	1 417 471	1 263 139
Réserve de couverture du BFR	1 257 340	1 257 340
Autres réserves	15 687	15 687
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	701 696	233 913
Dép. refusées par l'aut de tarif. ou innop. aux ti		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-341 988	-23 892
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-1 105 969	-930 376
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)(1)	781 345	577 939
Subventions d'investissement (non renouvelables)	904 028	1 007 428
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement	1 101 648	992 122
Amort. dérogatoires et provisions pour renouvlt de		
Réserves des plus-values nettes d'actif	1 082 616	676 200
Immobilisations grevées de droit		
Total (I)	15 753 127	14 559 239
Comptes de liaison		
Total (II)		
Provisions pour risques	2 000 040	1 738 714
Provisions pour charges		
Fonds dédiés	1 500 182	1 674 298
Total (III)	3 500 221	3 413 011
Dettes (3)		
Emprunts et Dettes auprès des etab. de credit (2)	11 995 533	12 803 589
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs	726	680
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	904 916	765 547
Dettes fiscales et sociales	4 333 953	4 315 572
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	60 049	188 642
Autres dettes	22 999	61 730
Produits constatés d'avance	72 254	123 303
Total (IV)	17 390 430	18 259 063
Ecart de conversion (passif)		
Total (V)		
Total Passif	36 643 778	36 231 313
(1) Dont résultat sous contrôle de tiers financeurs	465 625	239 607
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques		41 889
(3) Dont à moins d'un an :	6 207 472	6 286 923
(3) Dont à plus d'un an :	11 193 133	11 972 140

Compte de résultat / Charges - APEI PERIGUEUX

Compte de Résultat Combiné - Charges arrêté au 31/12/2024		
Libellé	Net	Net A-1
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	4 478	838
Variation de stock achats de marchandise		1 036
Achats de matières premières et fournitures	1 254 255	1 174 125
Variation de stocks matières premières et fourniture.	-16 848	11 129
Achats autres approvisionnements	38 378	47 272
Variation de stock achats autres appro.	6 571	-1 898
Achats non stockés de matières et fournitures	2 604 553	2 296 925
Services extérieurs et autres	5 246 328	5 024 008
Impôts taxes et versements assimilés sur rémunérat	1 689 161	1 692 078
Impôts, taxes et versements assimilés autres	155 061	142 077
Salaires et traitements	18 555 202	18 124 344
Charges sociales	6 632 549	6 256 678
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 717 850	1 704 603
Dotations aux amort charges exploit réparties		
Dot aux dépréciations et prov sur actif circulant	6 915	3 284
Dot aux dépréciations et prov risques et charges	314 371	83 694
Autres charges	56 240	109 007
Total (I)	38 265 062	36 669 201
Déficit ou excédent transféré		
Total (II)		
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	16 997	17 472
Intérêts et charges assimilées	340 670	308 808
Différences négatives de change		
Charges nettes s/cession valeurs mobil.de placement		
Total (III)	357 667	326 280
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur op de gestion ex couran	39 429	8 911
Charges exceptionnelles sur op de gestion ex ant.		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	77 140	16 878
Dotations aux amort et prov couverture BFR		
Dotations aux amort et prov renouv immos		
Dotations aux amort plus val nettes d'actif	406 416	
Dotations aux autres prov règlementées	122 512	112 862
Engagements à réaliser / ress. affectées	30 153	81 940
Total (IV)	675 650	220 591
Impôts sur les sociétés	21 668	24 418
Total (V)	21 668	24 418
Total Charges	39 320 047	37 240 491

Compte de résultat / Produits - APEI PERIGUEUX

Compte de Résultat Combiné - Produits arrêté au 31/12/2024		
Libellé	Net	Net A-1
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	6 650	4 383
Production vendue de biens et services	2 119 705	1 963 543
Production vendue divers	2 691 737	2 517 575
Production stockée ou déstockage production	1 271	393
Production immobilisée		
Dotations et produits de la tarification	29 731 965	28 305 477
Subventions d'exploitation et participations	655 300	623 963
Reprises sur amortissements, dépréciations et prov	56 329	42 313
Tranferts de charges	201 745	315 277
Autres produits	3 561 796	3 524 402
Total (I)	39 026 497	37 297 325
Excédent ou déficit transféré		
Total (II)		
Produits financiers		
Produits des participations et immobilisations financières	9 181	9 055
Produits des autres VMP, escomptes divers et autres	132 793	116 917
Différences positives de change		
Produits nets sur cession valeur mobilière		
Reprises sur provisions		15 812
Transferts de charges		
Total (III)	141 973	141 784
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	85 554	68 164
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	632 010	164 472
Reprise de provisions règlement couverture BFR		
Reprise de provisions règlement renouvel immos		
Reprise de provisions règlement plus values net actif		
Reprise sur autres provisions règlementées	11 090	21 473
Report ressources non utilisées des exercices antérieurs	204 269	125 211
Transferts de charges		
Total (IV)	932 922	379 320
Total Produits	40 101 392	37 818 429
Total Charges	39 320 047	37 240 491
RESULTAT	781 345	577 939

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

I.	FAITS SIGNIFICATIFS, PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION, COMPARABILITE DES COMPTES.	7
A.	FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	7
B.	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	9
C.	CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES, COMPARABILITE DES COMPTES	12
II.	NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	13
A.	ACTIF IMMOBILISE	13
B.	ACTIF CIRCULANT	14
C.	TRESORERIE.....	15
D.	COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	15
E.	FONDS ASSOCIATIFS	15
F.	PROVISIONS	18
G.	FONDS DEDIES	20
H.	EMPRUNTS ET DETTES	20
I.	COMPTES DE REGULARISATION PASSIF.....	21
III.	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	21
A.	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	21
B.	RESULTAT FINANCIER	21
C.	RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	22
D.	RESULTAT ET IMPOTS SUR LES SOCIETES.....	22
E.	TABLEAU DE PASSAGE DU RESULTAT ADMINISTRATIF AU RESULTAT COMPTABLE CONSOLIDE PAR ETABLISSEMENT ET RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	24
IV.	AUTRES INFORMATIONS	24
A.	ENGAGEMENTS HORS-BILAN	24
B.	EFFECTIFS AU 31/12/2024.....	26
C.	REMUNERATIONS DES TROIS DIRIGEANTS LES MIEUX REMUNERES	26
D.	HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	26
E.	SITUATION FINANCIERE.....	27
F.	SITUATION DE L'ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE, ET DU PASSIF EXIGIBLE.....	28

L'exercice social est d'une durée de 12 mois et couvre la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. L'exercice précédent était également d'une durée de 12 mois.

Les informations, ci-après communiquées, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'APEI Périgueux regroupent les structures suivantes :

- L'association Apei Périgueux ;
- La direction générale de l'APEI Périgueux ;
- La Maison d'Accueil Spécialisée « Héliodore » ;
- L'Etablissement pour Enfants et Adolescents Polyhandicapés « Calypso » ;
- Les Foyers d'Hébergement « Les Résidences de l'Isle » ;
- Le SAVS « Les Résidences de l'Isle » ;
- Le Foyer de Vie « Lysander » ;
- Le Foyer de Vie « La Peyrouse » ;
- Le Foyer de Vie « Lou Prat Doux Solelh » ;
- Le Foyer d'Accueil Médicalisé « Résidence Val de Dronne » ;
- Le Foyer de Vie « Résidence Val de Dronne » ;
- Le Foyer d'Accueil Médicalisé « Le Bercaill » ;
- Le Foyer de Vie « Le Bercaill » ;
- L'ESAT « Osea » (Budget Principal de l'Activité Sociale et Budget Annexe de l'activité de Production et de Commercialisation) ;
- L'entreprise adaptée « EA Osea » ;
- L'entreprise adaptée « EA Restauvèzère » ;
- Le Groupe d'Entraide Mutuelle « GEM Apei »

Toutes les structures de l'association clôturent leurs comptes au 31 décembre. Chacune de ces structures dispose d'une comptabilité distincte, qui fait ensuite l'objet d'une agrégation pour former le bilan général et le compte de résultat général de l'association.

Sur le plan financier, les établissements médico-sociaux voient leur exploitation financée et contrôlée par l'Agence Régionale de Santé et le Conseil Départemental. Le résultat de ces établissements peut être restitué en tout ou partie aux organismes financeurs (en fonction des décisions de ces derniers ou des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyen conclus avec eux, dans le cadre des réglementations en vigueur).

A l'inverse, le résultat des autres structures, dites en « gestion directe », revient systématiquement à l'association.

Le total du bilan avant affectation des résultats est de 36 643 778,49 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 781 345,11 €.

I. FAITS SIGNIFICATIFS, PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION, COMPARABILITE DES COMPTES.

A. Faits significatifs de l'exercice

Variation du périmètre

Néant.

Réalisations 2024

- ✓ Mise à jour des règlements de fonctionnement des établissements et services médico-sociaux ;
- ✓ Accord favorable du Conseil Départemental pour le Plan Pluriannuel d'Investissement pour le projet de création d'habitat modulaire du foyer de vie Le Bercail ;
- ✓ Journée festive pour les 50 ans du site d'Antonne ;
- ✓ Poursuite des travaux de construction du nouvel Esat à Trélissac suite à l'accord favorable de l'ARS pour le Plan Pluriannuel d'Investissement (livraison prévue en 2025).

Projets en cours

Préparation, avec le Conseil Départemental et l'office public de l'habitat « Périgueux-Habitat », du projet de restructuration du Foyer d'Hébergement d'Antonne.

Préparation et étude de du plan de transformation des Esat.

Contrôles externes

Tous nos établissements et services médico-sociaux ont réalisé l'évaluation externe, conformément à l'article L312-8 du CASF et selon le référentiel établi par la Haute Autorité de Santé. Dans un objectif d'amélioration continue de la qualité, les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 du CASF font procéder, par des organismes accrédités, à l'évaluation de la qualité des prestations qu'ils délivrent selon une procédure élaborée par la Haute Autorité de santé mentionnée à l'article L. 161-37 du code de la sécurité sociale. Les résultats de cette évaluation sont communiqués à l'autorité ayant délivré l'autorisation ainsi qu'à la Haute Autorité de santé.

Ressources associatives

Le montant des cotisations des adhérents est de 13 047 €

Le montant des dons (affectés ou non) reçu est de 72 265 €.

Convention

Un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) a été signé le 31 décembre 2020 avec le Conseil Départemental de la Dordogne et l'ARS Nouvelle-Aquitaine pour une durée de cinq ans pour la période 2021-2025.

Un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) a été signé le 11 mars 2024 avec la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour les entreprises adaptées EA Òsea et EA Restauvèzère pour une durée de 3 ans pour la période 2024-2026.

Nombre d'utilisateurs

Au 31 décembre 2024, 466 personnes et 244 travailleurs handicapés étaient accompagnés au sein des différents établissements et services de l'APEI.

B. Principes et méthodes comptables

1. Conventions générales comptables

Les comptes annuels de l'APEI Périgueux ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur en France. Ils ont été arrêtés conformément au plan comptable général (règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 (modifié par le règlement ANC n° 2020-08) relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévues dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF), dite M22Bis ;
- les dispositions comptables de l'art. R314-81 du CASF, pour la présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Exceptions

Néant.

3. Règles et méthodes comptables

a) Résultats

S'agissant des résultats dans le cadre du CPOM et des établissements médicaux-sociaux, le principe retenu est celui de la non reprise des résultats par la ou les autorités de tarification.

Le gestionnaire procède à l'affectation des résultats selon des modalités définies dans le CPOM en lien avec ses objectifs (R.314-43 du CASF) et dans le respect des dispositions des articles R.314-234 à 237 du CASF. A ce titre, le principe général est que l'affectation des résultats se fasse au sein du même compte de résultat, c'est-à-dire par établissement ou service.

L'ARS et le Conseil Départemental conservent, par ailleurs la possibilité de réformer le résultat si l'un et/ou l'autre constate(nt) des dépenses manifestement étrangères, par leur nature ou leur importance, aux nécessités normales de gestion des établissements et services.

Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les structures en « gestion directe » (entreprises adaptées, le budget annexe de production et de commercialisation de l'ESAT, et la partie « association » du siège) pour lesquels l'affectation des résultats n'est pas soumise à l'approbation d'une autorité extérieure.

b) Evaluation des immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires) ou à leur coût de production après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Le coût de production représente le coût d'achat des matières premières consommées augmenté des frais directs ou indirects de production.

Les frais accessoires représentent l'ensemble des coûts engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner. Ils sont obligatoirement immobilisés.

Les frais d'acquisition des immobilisations, à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Les intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Si dès l'origine, les éléments constitutifs d'un actif ont des utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. La méthode des composants consiste à ventiler une immobilisation corporelle en fonction des différents éléments significatifs qui la composent et qui ont une utilisation différente de l'immobilisation principale.

Les immobilisations financières sont comptabilisées selon les règles suivantes :

- La comparaison effectuée élément par élément entre le montant comptabilisé à l'entrée dans le patrimoine et la valeur d'inventaire ;
- Seules les moins-values affectent le résultat de l'exercice ;
- Aucune compensation.

c) Amortissements et dépréciations de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et/ou d'une dépréciation. Les actifs, dont l'utilisation par l'entité est déterminable, font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, l'amortissement est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Le mode linéaire est appliqué à défaut de mode mieux adapté.

Les durées d'amortissement pratiquées sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 5 ans
Constructions	20 à 50 ans
Installations générales, agencements, aménagement des constructions / IGAAC	5 à 25 ans
Matériel équipement	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et outillage	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 7 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 15 ans

d) Evaluation des stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

A l'inventaire, les stocks :

- de matières premières sont évalués aux derniers prix d'achat connu ;
- de produits semi-finis sont évalués au coût de revient proportionnel à l'état d'avancement de la production ;
- de produits finis sont évalués au coût de revient.

e) Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

f) Engagements de retraites

Les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Il existe donc, à la clôture de l'exercice, une obligation de verser des indemnités de départ à la retraite qui trouve son origine dans la présence de salariés au sein de l'entité, et une sortie probable de ressources au bénéfice d'un tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions pour indemnités de fin de carrière résultent d'un calcul selon la méthode prospective. Les critères retenus pour le calcul de la provision sont les suivants : Les personnels concernés sont les CDI présents au 31 décembre, l'âge de départ à la retraite est fixé à 63 ans, le taux de progression des salaires est évalué à 1.5% en moyenne, le taux d'actualisation retenu est de 3.30%, et le taux de charges patronales moyen est estimé à 45%.

La totalité de la provision pour indemnités retraite est comptabilisée et individualisée dans les comptes par établissement. Une information sur les montants des engagements est donnée dans la note II-F.

g) Provisions réglementées

Ce sont des provisions qui ne correspondent pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisés en application de dispositions réglementaires spécifiques :

- Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement : Il s'agit de fonds mis durablement à la disposition des établissements par les financeurs pour couvrir un besoin de financement.
- Provisions réglementées - réserves des plus-values nettes d'actif : Les plus-values de cession d'immobilisation ou de valeurs mobilières de placement sont neutralisées par la constitution d'une provision réglementée du montant de la plus-value.

h) Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Une provision pour rémunération des travailleurs handicapés est constituée dans les comptes distincts pour faire face à l'obligation de rémunération des travailleurs handicapés suite à la probabilité d'une modification importante et imprévisible des conditions économiques, et susceptible de mettre en cause le fonctionnement normal de l'établissement. Le montant de cette provision correspond à

trois mois de salaire (brut + charges patronales). Cette provision est retraitée dans les comptes consolidés puisqu'elle ne correspond pas à la définition d'un passif du règlement ANC 2014-03.

i) Fonds dédiés

Il s'agit d'un passif qui enregistre, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées, ainsi que des ressources affectées par des tiers financeurs, à des projets définis, ou à des établissements et qui n'ont pu encore être utilisés conformément à l'engagement pris à leur égard.

Sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- Les subventions d'exploitation, et les contributions financières accordées par les autorités de tarification pour le financement de charges d'exploitation ou pour financer le renouvellement des immobilisations (ex-provision pour immobilisation) ;
- Les contributions financières reçues d'autres personnes morales ;
- Les ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs et donations.

Une information sur les montants des engagements restants est donnée dans la note II-G.

C. Changements de méthodes comptables, comparabilité des comptes

Néant.

II. NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

A. Actif immobilisé

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

	IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions & Mise au rebut	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement	120 439	71 970			192 409
	Autres immobilisations incorporelles	581 728		10 125		571 602
	Immobilisations incorporelles en cours		25 678			25 678
	TOTAL I	702 166	97 648	10 125		789 689
CORPORELLES	Terrains	1 252 298		12 027		1 240 271
	Constructions	35 782 175	149 782	136 511	1 115 687	36 911 134
	Installations techniques, matériel & outillage	3 934 897	136 103	51 542		4 019 458
	Autres immobilisations corporelles	4 385 371	293 936	218 814	11 854	4 472 346
	Immobilisations corporelles en cours	3 112 723	2 477 126		-1 127 541	4 462 308
	Avances et acomptes					
	Biens reçus par legs ou don destinés à être cédés	68 156		68 156		
	TOTAL II	48 535 621	3 056 946	487 050		51 105 517
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations	10				10
	Autres titres immobilisés	984 686	1 252	508		985 430
	Prêts & autres immobilisations financières	50 018	11 050	4 388		56 681
	TOTAL III	1 034 714	12 303	4 896		1 042 121
TOTAL GENERAL (I+II+III)		50 272 501	3 166 897	502 071		52 937 328

Détail des immobilisations en cours :

Immobilisations incorporelles en cours

Mise en place logiciel de caisse	10 439 €
Installation Brasserie Esat	910 €
Mise en place logiciel Gestion des Achats	14 329 €

Immobilisations corporelles en cours

Restructuration Héliodore	4 380 €
Construction ESAT Trélassac	4 346 070 €
Diagnostic Le Bercaill	42 293 €
Système sécurité incendie Le Bercaill	40 123 €
Disagnotic de faisabilité Le Bercaill	11 727 €
Installation Presse EA Oséa	9 714 €
Instllation Citerne SSI La Peyrouse	4 560 €
Restructuration Restauration Le Bercaill	3 440 €

	AMORTISSEMENTS	Amortissements cumulés début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements cumulés fin exercice
IMMO. INCORP.	Frais d'établissement	91 927	16 899			108 826
	Autres immobilisations incorporelles	385 685	61 315	10 125		436 874
	TOTAL I	477 612	78 214	10 125		545 700
IMMO CORP.	Terrains	474 539	17 049	11 974		479 613
	Constructions	21 928 007	1 078 873	129 386		22 877 494
	Installations techniques, matériel & outil.	3 005 844	268 349	51 325		3 222 868
	Autres immobilisations corporelles	3 594 654	263 271	212 658		3 645 267
	Immobilisations corporelles en cours					
	TOTAL II	29 003 044	1 627 540	405 342		30 225 242
TOTAL GENERAL (I+II)		29 480 656	1 705 754	415 468		30 770 943

Les principaux investissements qui ont eu lieu en 2024 concernent la poursuite des travaux de la construction de l'Esat de Trélissac.

Les dépréciations sur les immobilisations sont précisées dans la note II-F.

En 2024, une immobilisation (machine) a été acquise en crédit-bail, dont le détail est précisé dans la note IV-A-2.

2. Immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Montant brut	Degré de liquidité de l'actif	
		A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	10		10
Autres titres immobilisés	985 430		985 430
Prêts			
Autres immobilisations financières	56 681		56 681
TOTAL	1 042 121		1 042 121
(1) Montant : Prêts accordés cours exercice		-	€
Remboursements obtenus cours exercice		-	€

Les autres titres immobilisés concernent principalement les titres de fonds commun de placement détenus pour couvrir les jours placés sur le compte épargne temps (637 083 €), et des parts sociales de nos partenaires bancaires pour 348 347 €.

Les autres immobilisations financières sont des dépôts ou cautionnements auprès de nos fournisseurs pour garantie de paiement.

B. Actif circulant

1. Stocks et en-cours

Les stocks se rapportent essentiellement aux activités des établissements de travail adapté (Esat, EA).

2. Créances

CREANCES	Montant brut	Degré de liquidité de l'actif	
		A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients et comptes rattachés			
Redevables et Usagers	2 533 593	2 533 593	
Clients	444 961	444 961	
Factures à établir	469 620	469 620	
Créances douteuses	3 535	3 535	
Autres créances	701 376	701 376	
Charges constatées d'avance	132 975	132 975	
TOTAL	4 286 060	4 286 060	

Le poste « clients et comptes rattachés » comprend les créances relatives aux prix de journée facturés ou à la dotation globale des établissements sous gestion contrôlée (« Redevables et Usagers »)

et les créances relatives à la vente des produits ou prestations principalement des établissements de travail adapté (« Clients »).

Les « autres créances » enregistrent notamment les remboursements d'indemnités journalières, les subventions à recevoir (aides aux postes du travail adapté, les remboursements de dépenses de formation à recevoir, ainsi que les autres créances diverses). Il comprend notamment 85 033 € de produits à recevoir.

C. Trésorerie

Ventilation de la trésorerie par établissement :

Trésorerie (VMP + Disponibilités)	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	Var. N/N-1
Siège - Direction générale	4 851 948	6 702 136	7 077 995	5.61%
MAS Héliodore	139 806	99 022	87 335	-11.80%
EEAP Calypso	234 357	-21 106	156 814	642.97%
ESAT Oséa - BPAS	700 367	801 015	395 394	-50.64%
FAM / FV Résidences Val de dronne	595 655	343 629	312 427	-9.08%
FAM / FV Le Bercail	493 195	383 985	390 408	1.67%
FH / SAVS Résidences de l'Isle / GEM	567 630	395 126	278 261	-29.58%
FV Lou Prat Doù Solelh	211 936	225 503	131 247	-41.80%
FV La Peyrouse	299 209	235 217	128 597	-45.33%
FV Lysander	227 001	427 349	195 900	-54.16%
Fonds détenus pour le compte des résidents	62 469	66 952	76 388	14.09%
EA Oséa	175 643	230 293	121 461	-47.26%
EA Restaurvezère	152 681	119 501	72 398	-39.42%
ESAT Oséa - BAPC	928 293	388 081	444 154	14.45%
TOTAL	9 640 188	10 396 702	9 868 779	-5.08%

La trésorerie disponible inclue des valeurs mobilières de placement pour 12 k€, des placements sur de comptes à termes rémunérés ou sur des comptes sur livret à hauteur de 6 518 k€ au 31.12.2024. Dans le cadre d'une gestion centralisée des placements de trésorerie, tous les placements et les produits financiers y afférents (VMP, comptes sur livret et dépôts à terme) sont enregistrés au niveau de la direction générale.

D. Comptes de régularisation actif

Les charges constatées d'avance ne concernent que des charges liées à l'exploitation normale.

E. Fonds associatifs

1. Tableau de variation des fonds propres

La variation de ce poste depuis l'exercice précédent est résumée dans le tableau suivant :

POSTES	Solde au 31/12/2023	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2024
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Valeur du patrimoine netégré	476 316				476 316
Apports	1 843 210				1 843 210
Legs & donations immobilisés	223 016				223 016
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Réserves propres	7 762 885	449 513			8 212 397
Réserves de trésorerie et de comp. Ets médico-sociaux	1 720 479	154 332			1 874 811
Report à nouveau des structures en gestion directe					
Report à nouveau (gestion directe)	233 913	467 784			701 696
Report à nouveau des Ets médico-sociaux					
Résultats en instance d'affectation	-23 892	-318 097			-341 988
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-930 376	-175 593			-1 105 969
Résultat de l'exercice					
Résultat 2023 des structures en gestion directe	338 331	-338 331			0
Résultat 2023 des établissements médico-sociaux	239 607	-239 607			0
Résultat 2024 des structures en gestion directe	0		315 720		315 720
Résultat 2024 des établissements médico-sociaux	0		465 625		465 625
Situation nette	11 883 490	0	781 345	0	12 664 835
Subventions d'investissement	1 007 428		2 827	-106 227	904 028
Provisions réglementées	1 668 322		527 032	-11 090	2 184 264
Total Autres Fonds Propres	2 675 749	0	529 859	-117 317	3 088 292
Total Fonds Propres	14 559 239	0	1 311 204	-117 317	15 753 127

2. Réserves

La présentation au bilan distingue les réserves propres, qui appartiennent pleinement à l'association, des réserves réglementées (réserves de trésorerie et de compensation) des établissements sous gestion contrôlée qui sont susceptibles d'être reprises par les autorités de tarification. D'une manière générale, les réserves, de même que l'ensemble des fonds associatifs, sont à mettre en rapport avec l'actif immobilisé.

NATURE DES RESERVES	Montant début exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin exercice
Réserves propres sous gestion non contrôlée				
Excédents affectés à l'investissement	6 947 198	449 513		7 396 710
Réserve de compensation des déficits / Amort.	200 000			200 000
Réserve de couverture du BFR	600 000			600 000
Réserve pour projet associatif	15 687			15 687
Sous-total	7 762 885	449 513		8 212 397
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée				
Réserve de trésorerie	657 340			657 340
Réserve de compensation des déficits / Amort.	1 063 139	205 000	50 668	1 217 471
Sous-total	1 720 479	205 000	50 668	1 874 811
TOTAL	9 483 364	654 513	50 668	10 087 209

Réserves propres

Le compte « Excédents affectés à l'investissement » constitue une réserve, dotée par affectation du résultat pour financer des projets d'investissements. Pour les structures sous gestion contrôlée, la constitution de cette réserve, avec l'accord des autorités de tarification, se monte à 5 430 k€. Pour les structures en « gestion directe », elle s'élève à 1 966 k€.

Les « réserves de trésorerie et de compensation » et les « réserves de couverture du BFR » propres sont éventuellement dotées dans les structures commerciales des établissements et services d'aide par le travail, qui peuvent voir une fraction de leur résultat affectée à ce type de réserves, par convention avec les organismes de contrôle, conformément à la réglementation en vigueur.

Les « Réserves libres ou pour projets associatifs » correspondent à l'affectation à des fins d'investissements des excédents et des déficits pour les structures en « gestion directe ».

Réserves réglementées des établissements médico-sociaux

La rubrique « Réserves de trésorerie des établissements médico-sociaux » est augmentée par affectation de résultat, sur décision des autorités de tarification pour les structures sous gestion contrôlée. Elle constitue une avance de fonds laissée à disposition des établissements concernés pour financer leur besoin en fonds de roulement.

La « Réserve de compensation des établissements médico-sociaux » est augmentée ou diminuée conformément aux dispositions du CPOM en vigueur. Sa vocation est de permettre de financer le déficit d'un exercice donné par compensation avec les excédents antérieurs. Le compte « Excédents affectés en réserves de compensation des charges d'amortissement » est destiné, dans les établissements sous gestion contrôlée et sur décision des autorités de tarification, à financer des charges d'amortissements des investissements de mise en sécurité, par compensation avec les excédents antérieurs affectés à cette réserve. Cette compensation s'opère par affectation de résultats.

3. Report à nouveau des structures en gestion directe

La rubrique « Report à nouveau (gestion non contrôlée) » constate les résultats antérieurs des structures en gestion directe qui n'ont pas reçu d'affectation autre. Il intègre également les charges rejetées d'exercices antérieurs par les autorités de tarification des établissements sous gestion contrôlée, et qui restent à la charge de l'association.

4. Report à nouveau des établissements médico-sociaux

Ce poste est mouvementé des droits à congés payés dans le secteur des établissements sous gestion contrôlée. Les dépenses afférentes aux congés à payer et aux autres droits acquis par les salariés qui ne sont pas prises en compte en application du 3° de l'article R.314-45 du CASF, dans le calcul des tarifs accordés par les autorités de tarification, ne sont pas opposables aux financeurs, sauf en cas de fermeture totale ou partielle d'un établissement ou service, ou si ces dépenses peuvent être prises en compte dans les financements d'un exercice donné en application de l'article R.314-98 du CASF. Ces dépenses sont enregistrées en totalité par les établissements et services privés sociaux et médico-sociaux concernés et font l'objet d'une affectation après clôture de l'exercice dans un sous-compte de report à nouveau (« Dépenses non opposables aux tiers financeurs »).

Le poste « Résultats sous contrôle de tiers financeurs » constate les résultats des exercices antérieurs des établissements médico-sociaux, approuvés par les autorités de contrôle (ou en instance d'affectation), et qui font l'objet d'une reprise au budget des exercices suivants, ou qui seront repris par des excédents futurs.

F. Provisions

	NATURE DES PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations	Reprises	Montant fin exercice
REGLEMENTEES	Provision couverture fonds de roulement	801 921			801 921
	Amortissements dérogatoires	0			0
	Autres provisions	190 201	120 616	11 090	299 727
	Diff. sur réalisations d'éléments d'actif	676 200	406 416		1 082 616
	TOTAL I	1 668 322	527 032	11 090	2 184 264
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour litiges				
	Provisions pour amendes & pénalités				
	Provisions pour grosses réparations				
	Autres provisions pour risques		152 409		152 409
	Provisions pour indemnité départ en retraite	1 732 165	157 045	52 886	1 836 323
	Provisions pour impôts	6 549	4 917	159	11 307
	Autres provisions pour charges				
	TOTAL II	1 738 714	314 371	53 045	2 000 040
DEPRECIATIONS (autres que les comptes financiers)	Sur immobilisations :				
	- Incorporelles				
	- Corporelles	24 190	12 095		36 285
	- Financières				
	Sur stocks et en cours	3 284	3 969	3 284	3 969
	Sur comptes clients	0	2 946		2 946
DEPRECIATIONS (comptes financiers)	Autres dépréciations				
	TOTAL III	27 474	19 010	3 284	43 200
	Dépréciation de comptes financiers				
FONDS DEDIES	TOTAL IV				
	Fonds dédiés	1 674 298	30 153	204 269	1 500 182
	TOTAL V	1 674 298	30 153	204 269	1 500 182
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		5 108 807	890 566	271 687	5 727 685

Dans le compte « autres provisions réglementées » figure une provision « Plus-values réinvesties » pour un montant de 299 k€, qui enregistre, en accord avec l'autorisation de frais de siège qui permet d'utiliser les produits financiers de la gestion centralisée de la trésorerie pour financer des charges de fonctionnement du siège, les plus-values nettes d'impôts réalisées sur les placements financiers afin de provisionner ces sommes pour l'autofinancement d'investissements ou des charges de fonctionnement.

La provision pour indemnités de fin de carrière est constatée pour l'ensemble des salariés de l'Apei en CDI présents au 31 décembre 2024, et se répartit de la manière suivante :

Etablissement	Solde Compte au 31/12/2022	Solde Compte au 31/12/2023	Solde Compte au 31/12/2024
Siège - Direction Générale	99 473	95 708	114 713
MAS Héliodore	237 444	246 747	228 375
EEAP Calypso	117 041	116 101	140 993
ESAT Oséa - BPAS	203 471	198 064	212 619
FAM Résidences Val de dron	171 109	171 322	177 977
FV Résidences Val de dronne	34 496	39 628	43 323
FAM Le Bercaïl	78 703	85 819	80 960
FV Le Bercaïl	163 152	179 012	160 515
Résidences de l'Isle - Foyers	100 242	118 276	131 087
Résidences de l'Isle - SAVS	49 799	55 680	44 522
FV Lou Prat Doù Solelh	37 493	28 384	36 207
FV La Peyrouse	92 425	76 703	92 834
FV Lysander	244 121	258 463	281 317
Association	0	0	0
EA Oséa	27 947	26 209	45 328
EA Restauvezère	23 981	23 134	29 189
ESAT Oséa - BAPC	9 702	11 529	14 247
GEM Apei	701	1 384	2 118
TOTAL	1 691 300	1 732 165	1 836 323

La méthode de calcul est détaillée dans la note I-B-3-f. Les montants externalisés ont été totalement récupérés en 2024.

G. Fonds dédiés

Les fonds dédiés se décomposent ainsi :

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES					
NATURE DES FONDS DEDIES	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisations		Reports	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		Montant global	Dont remboursement		Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépendre aux cours de deux derniers exercices
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Legs ou donation	103 158	23 991			79 167
Sous-total Fonds reportés liés aux legs ou donation	103 158	23 991			79 167
Fonds dédiés à l'investissement					
Travaux Lysander	101 650				101 650
Travaux Restructuration Foyers d'hébergement	68 729				68 729
Travaux Parking Héliodore	122 365	5 901			116 464
Travaux Restructuration Héliodore	341 526	8 899			332 626
Travaux rénovation siège	6 136	1 534			4 602
Travaux Restructuration La Peyrouse	43 625	2 760			40 865
Fonds dédiés à l'exploitation					
Fonds dédiés RTT ESAT BPAS - 2003	41 557				41 557
Fonds dédiés RTT ESAT BAPC - 2003	4 205				4 205
CNR Formation MAS Héliodore - 2012	9 849				9 849
CNR Dispositif Creton ESAT BPAS - 2016	34 101				34 101
CNR Centre ressources ESAT BPAS - 2015	8 078				8 078
CNR Accompagnement autisme ESAT BPAS - 2017	46 800				46 800
CNR Défi autismes MAS Héliodore - 2020	60 000				60 000
CNR Défi Qualité Polyhandicap MAS Héliodore - 2020	61 300				61 300
CNR Défi Qualité Polyhandicap EEAP Calypso - 2020	47 200				47 200
CNR Télémédecine FAM Le Bercail - 2019	4 069	96			3 973
CNR Télémédecine MAS Héliodore - 2020	8 000				8 000
CNR Qualité de vie au travail MAS Héliodore - 2020	19 210	9 625			9 584
Fonds dédiés AAP ARS - Recueil paroles des usagers FAI	15 000	15 000			
Fonds dédiés ARS Projet PHV FAM RVD - 2023	8 590	8 590			
CNR Matériel de communication MAS Héliodore - 2024				3 000	3 000
CNR Matériel ALC EEAP Calypso - 2024				3 000	3 000
Sous-total Fonds dédiés sur concours publics	1 051 991	52 406		6 000	1 005 585
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement					
ESMS Numérique ARS	397 911	107 819			290 092
Sous-total Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	397 911	107 819			290 092
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes					
Subvention Culture local Deluc	200				200
Subvention Minsitere de la Culture	8 000				8 000
Sous-total Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	8 200				8 200
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public					
Fonds dédiés sur dons affectés à Héliodore	63 445	15 954			47 491
Fonds dédiés sur dons affectés à Calypso	2 407	2 161		500	746
Fonds dédiés sur dons affectés à Esat	3 554	1 937		151	1 768
Fonds dédiés sur dons affectés à Résidence de l'Isle	5 530			301	5 831
Fonds dédiés sur dons affectés à Le Bercail	2 416			12 212	14 628
Fonds dédiés sur dons affectés à Lou Prat Dou Solelh	906				906
Fonds dédiés sur dons affectés à La Peyrouse	3 777			1 000	4 777
Fonds dédiés sur dons affectés à Lysander	31 002			9 989	40 991
Sous-total sur Fonds dédiés sur Fonds dédiés sur ressources liés à la générosité du public	113 037	20 052		24 153	117 138
TOTAL FONDS DEDIES	1 674 297	204 269		30 153	1 500 182
					534 124

H. Emprunts et dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité		
		A 1 an au plus	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)				
Emprunts (1) et dettes établissements de crédit (2)	11 995 533	802 400	3 082 557	8 110 576
Emprunts et dettes financement divers (1)				
Découvert Bancaire				
Acomptes et avances reçues sur commandes				
Redevables créditeurs	726	726		
Fournisseurs et comptes rattachés	904 916	904 916		
Dettes fiscales et sociales	4 333 953	4 333 953		
Sur immobilisations et comptes rattachés	60 049	60 049		
Autres dettes	22 999	22 999		
Dépôts des hébergés				
Produits constatés d'avance	72 254	82 429		
TOTAL	17 390 430	6 207 472	3 082 557	8 110 576
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés cours d'exercice	764 951 €			
(2) dont: _ à 2 ans au maximum à l'origine				
_ à plus de 2 ans à l'origine	11 995 533 €			

I. Comptes de régularisation passif

Les produits constatés d'avance ne concernent que des produits liés à l'exploitation normale.

III. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

A. Ventilation du chiffre d'affaires

Secteur d'activité	2022	2023	2024	var. n/n-1
Activités Médico-sociales	27 151 605	28 616 517	30 049 645	5.01%
Prix de journées (Conseils Départementaux)	13 434 446	14 388 946	15 936 403	10.75%
Dotation globale (Conseil Départemental)	730 044	773 847	850 142	9.86%
Dotation globale (ARS)	11 761 711	12 158 103	12 776 067	5.08%
Autres	927 763	984 581	169 353	-82.80%
Sous-Total : Produits de la tarification	26 853 965	28 305 477	29 731 965	5.04%
Forfait journalier	297 640	311 040	317 680	2.13%
Activités commerciales	3 467 756	3 770 434	4 069 329	7.93%
ESAT	2 066 839	2 244 621	2 396 591	6.77%
Entreprises Aptées	1 400 917	1 525 812	1 672 737	9.63%
Autres activités annexes	340 376	404 420	432 353	6.91%
Activités annexes	340 376	404 420	432 353	6.91%
TOTAL	30 959 737	32 791 371	34 551 327	5.37%

Les ventes internes (d'un établissement à l'autre) sont comptabilisées à la fois en produit et en charge, et s'élèvent à 1 261 610 €.

B. Résultat financier

PRODUITS FINANCIERS	2022	2023	2024
De participations et des immobilisations financières	4 470	9 055	9 181
Revenus des valeurs mobilières de placement, autres produits financiers	14 029	116 917	132 793
Reprises sur provisions		15 812	
Transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL I	18 499	141 784	141 973
CHARGES FINANCIERES	2022	2023	2024
Dotations aux amortissements et aux provisions	35 148	17 472	16 997
Intérêts et charges assimilées	261 111	308 808	340 670
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL II	296 259	326 280	357 667
RESULTAT FINANCIER (I - II)	-277 760	-184 496	-215 694

C. Résultat exceptionnel

PRODUITS EXCEPTIONNELS	2022	2023	2024
Sur opérations de gestion	32 997	68 164	85 554
Sur opérations en capital	316 330	164 472	632 010
Reprises sur provisions :			
- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.			
- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations			
- reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif			
- reprises sur autres provisions	18 083	21 473	11 090
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	100 208	125 211	204 269
Transferts de charges			
TOTAL I	467 617	379 320	932 922
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2022	2023	2024
Sur opérations de gestion	6 773	8 911	39 429
Sur opérations en capital	116 180	16 878	77 140
Dotations aux amortissements et aux provisions :			
- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.			
- dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif			406 416
- dotations et autres provisions	29 989	112 862	122 512
Engagement à réaliser sur ressources affectées	611 832	81 940	30 153
TOTAL II	764 775	220 591	675 650
RESULTAT EXCEPTIONNEL (I-II)	-297 158	158 729	257 273

D. Résultat et impôts sur les sociétés

L'APEI est redevable de l'impôt sur les sociétés pour les revenus des capitaux mobiliers perçus, soit, en 2024, un IS de 21 130 €.

De plus, les entreprises adaptées « Òsea » et « Restaurvèze » sont soumises à l'impôt sur les sociétés. Il s'élève à 538 € pour un résultat fiscal de 3 590 €.

Le résultat comptable combiné est de 781 345,11 €, et il se répartit de la manière suivante :

RESULTATS COMPTABLES	2022	2023	2024
Résultats des établissements médico-sociaux			
SIEGE-DIRECTION GENERALE	-17 563	-84 681	-68 340
MAS HELIODORE	-275 351	-75 412	-204 496
EEAP CALYPSO	93 286	84 722	137 108
ESAT OSEA - BPAS	57 721	177 154	-32 389
FAM RVD	82 450	34 195	98 620
FV RVD	22 237	15 344	15 237
FAM LE BERCAIL	-141 346	-46 347	124 393
FV LE BERCAIL	-150 723	-307 813	52 836
FH RESIDENCES DE L'ISLE	-53 028	4 422	-117 124
SAVS RESIDENCES DE L'ISLE	88 968	93 900	252 683
FV LOU PRAT DOU SOLELH	-134 492	9 186	-93 225
FV LA PEYROUSE	-52 741	98 150	79 886
FV LYSANDER	-167 784	236 788	220 436
	-648 368	239 607	465 625
Résultats des structures en gestion directe			
ASSOCIATION	-45 809	5 739	-15 608
EA OSEA	-2 416	13 202	-52 967
EA RESTAUVEZERE	31 560	30 434	29 943
ESAT OSEA - BAPC	156 098	278 861	299 450
GEM Apei	-1 146	8 634	52 985
RETRAITEMENT CONSOLIDATION	-3 289	1 461	1 916
	134 998	338 331	315 720
TOTAL RESULTAT CONSOLIDE	-513 370	577 939	781 345

E. Tableau de passage du résultat administratif au résultat comptable consolidé par établissement et résultat effectif global

2024	Charges	Produits	Résultat comptable	Dépenses non opposables aux tiers financeurs	Reprise résultats antérieurs	Résultat administratif
Résultats des établissements médico-sociaux						
SIEGE-DIRECTION GENERALE	1 668 743	1 600 403	-68 340	2 867		-65 473
MAS HELIODORE	5 390 444	5 185 948	-204 496	-16 127		-220 624
EEAP CALYPSO	2 789 387	2 926 495	137 108	17 841		154 949
ESAT OSEA - BPAS	4 135 875	4 103 486	-32 389	1 952		-30 437
FAM RVD Hébergement	2 438 772	2 391 245	-47 528	2 889		-44 638
FAM RVD Soins	1 064 186	1 210 334	146 148	20 757		166 905
FV RVD	554 726	569 963	15 237	123		15 360
FAM LE BERCAIL Hébergement	1 004 344	941 737	-62 607	-1 400		-64 007
FAM LE BERCAIL Soins	530 120	717 120	187 000	-9 656		177 344
FV LE BERCAIL	2 955 669	3 008 505	52 836	-31 397		21 439
FH RESIDENCES DE L'ISLE	2 661 008	2 543 884	-117 124	37 001		-80 123
SAVS RESIDENCES DE L'ISLE	642 836	895 519	252 683	-17 387		235 296
FV LOU PRAT DOU SOLELH	2 175 077	2 081 852	-93 225	-12 797		-106 021
FV LA PEYROUSE	1 547 555	1 627 441	79 886	-11 334		68 552
FV LYSANDER	3 330 822	3 551 259	220 436	7 043		227 480
S/TOTAL	32 889 563	33 355 189	465 625	-9 625	0	456 001
Résultats des structures en gestion directe						
ASSOCIATION	213 497	197 889	-15 608			
EA OSEA	679 237	626 270	-52 967			
EA RESTAUEZERE	1 450 424	1 480 366	29 943			
ESAT OSEA - BAPC	5 249 100	5 548 551	299 450			
GEM Apei	64 963	117 948	52 985			
Retraitement de consolidation	-1 226 736	-1 224 820	1 916			
S/TOTAL	6 430 484	6 746 204	315 720			
Résultat consolidé	39 320 047	40 101 392	781 345			

L'excédent ou déficit effectif global correspond au résultat de l'exercice de l'entité gestionnaire corrigé des augmentations de contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs ou des diminutions de contributions financières des autorités de tarification reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (augmentations et diminutions dénommées dans le tableau ci-avant « reprises du résultat antérieur »).

Tableau de détermination du résultat effectif global

	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
Résultat Comptable	-513 370	577 939	781 345
<i>+/-Reprise du résultat antérieur</i>	<i>-61 756</i>	<i>-23 892</i>	<i>0</i>
Excédent ou Déficit Effectif Global	-575 126	554 047	781 345
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	<i>134 998</i>	<i>338 331</i>	<i>315 720</i>
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	<i>-710 124</i>	<i>215 716</i>	<i>465 625</i>

IV. AUTRES INFORMATIONS

A. Engagements hors-bilan

1. Dettes garanties par des sûretés réelles

Les dettes garanties par des sûretés réelles se décomposent ainsi :

- Emprunt n° 1177559 Caisse des dépôts et consignations pour le FV « Lysander » : caution solidaire de la ville de Bassillac.
- Emprunt n° 70006356808 Crédit agricole pour l'EEAP « Calypso » : caution solidaire de la ville d'Atur.
- Emprunt n° 9853452 Caisse d'Epargne pour la MAS « Héliodore » : caution solidaire de la ville de Boulazac-Isle-Manoire à hauteur de 50% du prêt.
- Emprunt n° 1000079797 Crédit Agricole pour le FAM/FV « Résidence Val de Dronne » : caution solidaire de la ville de Ribérac à hauteur de 50% du prêt.
- Emprunt n° 10000617045 Crédit agricole pour le FAM/FV « Résidence Val de Dronne » : caution solidaire du Conseil départemental de la Dordogne à hauteur de 50% du prêt.

2. Crédit-bail

TABLEAU FINANCIER RELATIF AU CREDIT-BAIL EN COURS

Nature	Prix d'achat résiduel	redevance de l'exercice	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	Total restant dû
Mobilier	767 €	4 108 €	4 680 €	12 422 €		17 103 €
Immobilier						
Total engagement	767 €	4 108 €	4 680 €	12 422 €	- €	17 103 €

3. Compte épargne-temps (CET)

Le compte épargne-temps permet à tout salarié d'accumuler des droits à des congés rétribués ou de bénéficier d'une rémunération différée s'il n'a pas pris tous les jours de congés ou de repos auxquels il avait droit. L'épargne-temps est placée sur un fonds commun de placement dédié. Au 31 décembre 2024, la capitalisation des jours de congés épargnés est valorisée à 648 807 € pour l'ensemble des salariés. La valorisation au 31 décembre 2024 des titres du fonds commun de placement détenus est de 678 636 €.

4. Heures supplémentaires

La dette envers les salariés au titre des heures supplémentaires à la date d'arrêté des comptes ne sont pas valorisées, car l'impact sur les comptes annuels n'est pas significatif.

B. Effectifs au 31/12/2024

Effectifs salariés en ETP au 31/12/	2022	2023	2024	Var. N/N-1
CDI Cadre	35.54	32.82	34.70	+5.73%
CDD cadre	0.00	0.00	0.00	+0.00%
<i>Sous-total Cadre</i>	<i>35.54</i>	<i>32.82</i>	<i>34.70</i>	<i>+5.73%</i>
CDI Non-cadre	417.23	409.19	406.31	-0.70%
CDD Non-cadre	65.61	72.69	67.54	-7.08%
<i>Sous-total Non-cadre</i>	<i>482.84</i>	<i>481.88</i>	<i>473.85</i>	<i>-1.67%</i>
Total général effectifs salariés (ETP)	518.38	514.70	508.55	-1.19%
Travailleurs handicapés (ETP)	230.00	224.60	227.53	+1.30%
TOTAL GENERAL en ETP	748.38	739.30	736.08	-0.44%

C. Rémunérations des trois dirigeants les mieux rémunérés

Aucun administrateur ne perçoit de rémunération.

La somme des rémunérations brutes des trois dirigeants les mieux rémunérés est de 289 242€.

D. Honoraires Commissaires aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisés en 2024 s'élèvent à 39 k€.

E. Situation financière

1. Capacité d'autofinancement

	2022	2023	2024
Résultat net	-513 370	577 939	781 345
+ Dotations aux amort. et provisions			
Exploitation	1 922 767	1 791 581	2 039 135
Financières	35 148	17 472	16 997
Exceptionnelles	29 989	112 862	528 928
- Reprise sur amort. et provisions			
Exploitation	118 954	42 313	56 329
Financières		15 812	
Exceptionnelles	18 083	21 473	11 090
- Produits de cession éléments actifs	200 964	49 135	525 783
- Q-P subv. Invest. Virée au résultat	113 616	113 929	106 227
+ Valeur nette comptable actifs cédés	116 180	16 878	77 140
+ Engagement à réaliser (Fonds dédiés)	511 624	-43 271	-174 116
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 650 721	2 230 798	2 570 001

2. Tableau de financement

Tableau de variation de trésorerie

Libellé	2 022	2 023	2 024
Resultat net	-513 370	577 939	781 345
Neutralisation DAP	1 987 904	1 921 915	2 585 060
Neutralisation autres charges non décaissables	728 013	98 818	107 293
Neutralisations produits non encaissables	-551 826	-367 874	-903 697
Capacité d'autofinancement	1 650 721	2 230 798	2 570 001
Avances sur commandes / stocks	-33 637	-35 527	937
Créances clients	-689 722	-539 440	67 284
Autres créances	-217 534	356 493	298 560
Dettes fournisseurs	152 048	-12 805	139 369
Dettes fiscales et sociales	258 958	46 221	18 381
Autres dettes	118 028	30 736	-38 685
Compte de liaison exploitation	0	0	0
Compte de régularisation	1 050	46 007	-58 292
Impact de la variation du BFR sur la trésorerie	-410 807	-108 314	427 555
Remboursements et nouveaux emprunts	-576 115	1 293 725	-766 167
Subvention d'équipement	42 485	5 750	2 827
Compte de liaison investissements	0	0	0
Variation fonds associatifs	0	0	0
Impact de la variation du financement sur la trésorerie	-533 630	1 299 475	-763 340
Acquisitions immobilisations incorp. et corp.	-1 032 428	-1 122 994	-1 776 660
Acquisitions Autres immobilisations	-381 105	-1 662 759	-1 376 007
Dettes sur immobilisations	-107 692	57 327	-128 594
Cessions	200 964	55 703	525 783
Dépôts et cautionnement	-3 865	7 278	-6 663
Impact des investissements sur la trésorerie	-1 324 127	-2 665 445	-2 762 140
Variation Trésorerie nette	-617 843	756 514	-527 924
Trésorerie d'ouverture	10 258 031	9 640 188	10 396 702
Trésorerie de clôture	9 640 188	10 396 702	9 868 779
Variation Trésorerie nette	-617 843	756 514	-527 924

F. Situation de l'actif réalisable et disponible, et du passif exigible

Le tableau de la situation de l'actif réalisable et disponible, et du passif exigible comprend toutes les créances et dettes dont l'échéance est à moins d'un an, et les disponibilités. Les valeurs mobilières de placement, aisément transformables en liquidités, sont assimilées aux disponibilités. Les produits à recevoir, et les charges à payer sont inclus dans le tableau. En fin, les résultats antérieurs sous contrôle de tiers financeurs, qui restent à restituer, sont pris par prudence pour leur montant total quel que soit l'échéance.

ARDPE	2022	2023	2024
Actif réalisable et disponible			
Prêts			
Autres immobilisations financières	57 296	50 018	56 681
Avances, acomptes sur commandes	72 375	104 674	92 189
Créances clients et comptes rattachés	3 017 852	3 518 992	3 448 763
Autres Créances	1 361 006	999 936	701 376
Sous-total	4 508 528	4 673 621	4 299 009
Disponibilités	9 627 889	10 426 292	9 856 479
Total	14 136 417	15 099 913	14 155 487
Passif exigible			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-85 648	-23 892	-341 988
Emprunts et dettes financières (à - 1 an)	700 271	789 560	802 400
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Redevables créditeurs	40 118	680	726
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	778 351	765 547	904 916
Dettes fiscales et sociales	4 264 307	4 315 572	4 333 953
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	144 417	188 642	60 049
Autres dettes	39 476	61 730	22 999
Total	5 881 293	6 097 839	5 783 055

LVDS Centre Ouest

Siège Social : 3 chemin des Versannes - CS 20099 - 87203 **SAINT-JUNIEN**

Bureau : 68 rue Armand Barbès - 87100 **LIMOGES**

Bureau : 13 place du Général de Gaulle - 16700 **RUFFEC**

LVDS Massif Central

Siège Social : 2-3 parc d'activités du Bois Saint-Michel - 19200 **USSEL**

Bureau : 8 avenue de la gare - 19400 **ARGENTAT**

LVDS Périgord

Siège Social : 13 rue Romaine - BP 4034 - 24004 **PÉRIGUEUX** Cedex

Bureau : 6 place de l'Hôtel-de-Ville - 24260 **LE BUGUE**

Bureau : 6 et 8 boulevard Eugène Leroy - 24200 **SARLAT**

LVDS Expertise Terrasson

Z.I. Du Coutal - 8 rue Jean-Baptiste SAY - 24120 **TERRASSON**

LVDS Expertise Tulle

58 bis avenue Victor Hugo - 19000 **TULLE**

AGRILIM Gestion

Siège Social : 58 bis avenue Victor Hugo - 19000 **TULLE**

Bureau : 11 bis avenue du Général de Gaulle - 19140 **UZERCHE**

SERIN Expertise

16 A Cours Sablon - 63000 **CLERMONT-FERRAND**

Cabinet AUCHABIE

20 avenue Édouard Herriot - 19100 **BRIVE-LA-GAILLARDE**

Z&M Conseil

1 rue Martinet - 23000 **GUÉRET**

Cabinet LARRIBE-VALVO

11 rue de la Fontaine Bleue - CS 10113 - 19103 **BRIVE-LA-GAILLARDE** Cedex

LVDS Audit

Siège Social : 11 rue de la Fontaine Bleue - CS 70119 - 19103 **BRIVE-LA-GAILLARDE** Cedex

Bureau : 16 A Cours Sablon - 63000 **CLERMONT-FERRAND**

AUDY & ASSOCIÉS

Siège Social : 19 avenue de Messine - 75008 **PARIS**

Bureau : 2-3 parc d'activités du Bois Saint-Michel - 19200 **USSEL**

Audit Arnaudeau et Associés

68 rue Armand Barbès - 87100 **LIMOGES**